



MALABO
MONTPELLIER
PANEL

ENERGIZED

Policy innovations to power the
transformation of Africa's agriculture
and food system

RÉSUMÉ



Elément clé du système alimentaire, l'énergie est également au cœur du développement rural. L'énergie propre, quant à elle, est essentielle à la santé des populations, au climat et à l'environnement. Actuellement en Afrique, la forte croissance démographique, l'urbanisation et l'augmentation du nombre de consommateurs de la classe moyenne entraînent une augmentation constante de la demande alimentaire. Dans un contexte de raréfaction des ressources naturelles, c'est l'accès à des sources d'énergie fiables, abordables, durables et modernes - pour les activités de préparation de la terre, de plantation, de récolte, de transformation, de distribution, de stockage et de cuisson des produits alimentaires - qui permettra au système alimentaire africain de répondre à la demande.

Le paysage énergétique de l'Afrique évolue rapidement. Ces dix dernières années, des programmes spécifiques d'amélioration de l'accès à l'énergie ont permis de développer considérablement les réseaux électriques desservant des millions d'Africains, avec à la clé un impact majeur sur les moyens d'existence des populations rurales pauvres. Toutefois, le taux moyen d'électrification globale demeure faible en Afrique au sud du Sahara (ASS), compromettant le développement des économies rurales et entravant la progression vers les cibles de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et les objectifs de développement durable.

Le système alimentaire en Afrique figure parmi les moins mécanisés au monde, en partie en raison du faible accès à l'énergie. En ASS, la force humaine¹ fournit 80 % de l'énergie utilisée pour préparer les terres à l'agriculture. Dans le même temps, le secteur agricole, principal employeur de la région, fait travailler près de la moitié de la main-d'œuvre africaine.

Le moment est venu pour l'Afrique de saisir l'opportunité de développer des systèmes énergétiques intelligents et d'exploiter le potentiel des énergies renouvelables et des nouvelles solutions de types hors réseau et mini-réseaux. Alors que les efforts des décennies précédentes portaient davantage sur l'extension des réseaux centralisés, l'innovation et la baisse du coût des technologies renouvelables apportent aujourd'hui des solutions plus souples, plus rentables et plus abordables. L'impact des technologies hors réseau et des mini-réseaux, qui exploitent les sources d'énergie renouvelables telles que l'énergie hydro-électrique, l'énergie éolienne et l'énergie solaire, est d'ores et déjà visible dans le paysage énergétique africain.

En outre, les innovations dans les domaines des entreprises et des modes de paiements ont nettement amélioré l'offre de services énergétiques aux petits exploitants agricoles dans les zones rurales d'Afrique. La position de leader qu'occupe le continent en matière de systèmes de transfert d'argent via téléphone mobile et en matière de technologies numériques

lui permet d'améliorer sa prestation de services énergétiques auprès des communautés rurales et des agriculteurs. Les solutions innovantes appliquées incluent le contrôle à distance, la planification de type Uber et les modèles de facturation au service, y compris le service de location-vente, le crédit-bail et le service contre rémunération.

Ainsi, les efforts réalisés par de nombreux pays africains - qui ont mis en place des mesures audacieuses pour améliorer l'accès des acteurs des systèmes alimentaires aux sources d'énergie dans les zones rurales - sont encourageants. Ce rapport intitulé « **Energized: Policy innovations to power the transformation of Africa's agriculture and food system** » porte sur l'application de l'innovation politique dans le domaine de l'énergie pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires en Afrique. Le rapport dresse un tableau général de l'énergie dans l'agriculture africaine, établit un cadre pour l'innovation et la conception de politiques et met en avant six pays africains - l'Éthiopie, le Ghana, le Maroc, le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Zambie - qui se sont distingués dans le domaine de l'innovation institutionnelle et politique pour le développement du secteur de l'énergie au service de l'agriculture et des communautés rurales.

L'objectif du rapport est de démontrer, grâce à ces exemples d'actions gouvernementales fructueuses dans les pays susmentionnés, les potentialités et les opportunités que les décideurs politiques des autres pays peuvent saisir pour prendre le virage énergétique. Des enseignements majeurs peuvent être tirés de l'expérience de ces pays africains qui ont réussi la connexion des zones rurales à l'énergie (grâce à des systèmes en réseau ou hors réseau) au profit des acteurs des chaînes de valeur agricoles. Les gouvernements africains pourront accélérer leurs progrès vers la réalisation de leurs engagements continentaux et mondiaux s'ils parviennent à adapter ces enseignements à leurs contextes spécifiques et à les appliquer à une plus vaste échelle.

L'analyse des mesures prises par les gouvernements dans les six pays étudiés permet au Panel d'établir les recommandations énoncées ci-dessous. Le Panel appelle les pays à adopter des approches intégrées dans l'élaboration des stratégies et des politiques énergétiques appliquées à l'agriculture, de manière à tenir compte des synergies avec la santé, l'environnement et le développement communautaire. Ce qui permettra, par exemple, de relever des défis tels que l'utilisation intense de l'énergie issue de la biomasse. Les investissements réalisés dans le développement des technologies et des systèmes novateurs pour multiplier les solutions hors réseau et les mini-réseaux sont tout aussi essentiels, sans oublier les politiques transfrontalières pour assurer la sécurité énergétique.

1- IRENA, 2015. Renewable Energy in the Water, Energy and Food Nexus. IRENA, Abu Dhabi, United Arab Emirates.

RECOMMANDATIONS

1. Concevoir des stratégies intégrées pour l'énergie par les ministères et départements qui ont des responsabilités dans l'énergie et ceux responsables de l'alimentation, de l'agriculture et du développement rural pour relever les défis simultanés.
2. Augmenter les investissements dans les solutions de types hors réseau et mini-réseaux, en particulier par l'intermédiaire des start-ups et des entreprises, afin de se passer des technologies obsolètes et nocives.
3. Adopter des stratégies énergétiques qui tiennent compte de la dimension genre dans leur conception et leur mise en œuvre, ainsi que dans le choix des technologies et des outils utilisés.
4. Relever les multiples défis présentés par l'utilisation de l'énergie issue de la biomasse, afin de garantir une production plus durable de la biomasse et des techniques de cuisson domestiques plus respectueuses de l'environnement et non nocives pour la santé humaine.
5. Élaborer des politiques transfrontalières en matière de sécurité énergétique pour aider les pays à réduire leur dépendance à l'égard des combustibles importés, tout en diversifiant la gamme des sources énergétiques.

Le Panel Malabo Montpellier

Bureau à l'Institut International de Recherche sur les Politiques alimentaire,

Titre 3396, Lot #2, BP 24063 Dakar Almadies, Senegal
Phone: +221 33 869 98 00 | Fax: +221 33 869 9841

www.mamopanel.org

Pour plus d'informations, veuillez contacter Katrin Glatzel (IFPRI), Responsable du programme du Panel Malabo Montpellier à l'adresse mamopanel@cgiar.org.

Veuillez suivre le panel sur les réseaux sociaux



Twitter: @MamoPanel



Facebook: MaMoPanel



LinkedIn: The Malabo Montpellier Panel